

de Waldeck-Rousseau, pourra mieux que Laval présenter les positions internationales de la France sous l'angle de l'antifascisme et de la « défense de la République ».

Au point de vue intérieur, M. Sarraut vient au pouvoir pour organiser ce que Laval a « conquis et inscrit » : au terme d'un profond travail du Front Populaire pour désagréger le prolétariat. Telle est la situation où sonne à nouveau son heure.

Revenons maintenant en arrière pour examiner brièvement les phases antérieures où le capitalisme français, au travers de Sarraut, passa à l'attaque contre les ouvriers.

En 1926 avait lieu la stabilisation du franc, devant permettre à la bourgeoisie de procéder à une amputation de la valeur réelle des salaires, de la valeur des capitaux de la petite bourgeoisie, immobilisés dans les banques. Cette opération devait alors permettre au grand capitalisme de conquérir un rang avantageux dans les compétitions économiques internationales. A cette époque, et plus particulièrement après les événements en Chine, les batailles ouvrières en France peuvent prendre un caractère dangereux pour le capitalisme. Il faut donc qu'il manie avec une brutalité extrême l'outil de l'Etat. M. Sarraut représentera alors le parti radical-socialiste comprenant la nécessité de bloquer autour du cabinet Poincaré. Dans son discours de Constantine, M. Sarraut consacra en fait l'évolution de l'ensemble du capitalisme autour du « sauveteur du Franc ». Mais l'heure de M. Sarraut, ministre de l'Intérieur de Poincaré n'a pas encore sonné. Il faut d'abord que les socialistes avec leur opposition parlementaire « à sa majesté », endorment les ouvriers et que le P. C. s'avère ouvertement incapable de mobiliser l'ensemble du prolétariat, du fait de sa politique consistant à déclencher des mouvements de grève tout en laissant à la C. G. T. la possibilité d'organiser le sarrasinage.

C'est seulement après cela que Sarraut voit arriver le moment où la haine du communisme qu'il corporifie au nom du capitalisme, va se déchaîner. La manifestation pour Sacco-Vanzetti va être réprimée avec une brutalité sans exemple, la répression s'abattra comme une grêle sur la classe ouvrière.

En 1932, après la chute du cabinet Daladier, M. Sarraut présidera pendant 2 mois le cabinet et comme d'habitude sera à sa place au ministère de l'Intérieur. Cependant, la Chambre où les gauches prédominent ne veut pas résoudre par la violence les problèmes urgents : au travers d'une diminution des salaires des fonctionnaires procéder à une attaque générale contre le prolétariat. Il s'agit donc plutôt de préparer le terrain pour ces attaques et ici l'appui socialiste semble plus efficace que la violence. M. Sarraut doit donc s'effacer, mais Chautemps qui lui succède trouvera l'essentiel déjà fait puisqu'il bénéficiera de l'appui total des gauches.

Lorsqu'après le 6 février 1934, Doumergue vient au pouvoir, il s'agit d'attaquer brutalement les ouvriers et de maîtriser durement leurs réactions tout en faisant fonctionner au travers de l'affaire Prince et Stavisky la soupape de sûreté de la « République en danger », soupape qu'actionnera le bloc socialiste-centriste, démontrant que les menaces contre les radicaux étaient dirigées contre la démocratie, la liberté, etc... et canalisant ainsi les masses sur le chemin où Sarraut les retrouvera en 1936.

Après la période Flandin et surtout Laval, le capitalisme s'appuyant essentiellement et sur ces gouvernements et sur le Front Populaire, marque les points essentiels de sa lutte contre le prolétariat. En janvier 1936, Sarraut peut venir, car il s'agit de conclure la grande œuvre de sa vie. Il s'agit aussi d'organiser définitivement l'œuvre venue à terme de ses prédécesseurs. M. Sarraut arbore, dès la présentation de son cabinet au parlement, le drapeau de l'antifascisme qui ne se distingue plus du drapeau tricolore. L'homme du « Communisme voilà l'ennemi » a enfin la satisfaction de voir, pour la première fois, le P. C. s'abstenir au vote. Il réalise rapidement la force

de sa position et le chemin qu'il doit suivre comme le prouvent sa position devant l'attentat contre L. Blum (interpellation Cousin), la ratification du pacte franco-russe et les bases de la liquidation des grèves de Marseille.

Dès la nouvelle de l'agression contre le leader S.F.I.O., Sarraut saisit toute l'importance que peut avoir cette affaire. La classe ouvrière peut réagir, il faut donc lui jeter des appâts afin qu'elle se fie à l'appareil de l'Etat bourgeois, auquel elle s'incorporera un peu plus. Il dissoudra les Ligues de l'Action Française, laquelle se bornera à supprimer l'étiquette de « Ligue » pour y mettre celle de son journal, il intentera des poursuites contre Maurras sur une base servant ses intérêts publicitaires et dans des conditions juridiques favorables à ce dernier. Et la grande manifestation du Front Populaire, organisée en guise de protestation, sera couverte de drapeaux tricolores, particulièrement autour du C.C. centriste, marquant bien l'évolution du P.C. et son passage définitif du Rubicon. Lors de l'interpellation Cousin, M. Sarraut prendra la défense du Front Populaire, saluera le cortège « gigantesque » de dimanche, la « légitime émotion » des ouvriers et obtiendra finalement l'appui des socialistes et des centristes.

La ratification du pacte franco-russe mettra mieux en lumière encore la politique de M. Sarraut. L'accord russe négocié par Laval et soutenu alors par les droites, sera combattu aujourd'hui par elles pour des raisons intérieures. En soi, le pacte n'a pas une grande portée, on pourra donc déterminer une campagne de presse qui jettera le bloc socialo-centriste derrière Sarraut qui, évidemment, exploitera cette circonstance. Les centristes, qui s'étaient abstenus lors de la présentation du cabinet, deviendront, au travers de la discussion pour la ratification, ses plus ardents défenseurs : Ramette giflera le député de droite Henriot.

Enfin, les grèves de Marseille prouveront, tout d'abord, que ni les réformistes, ni les centristes n'entendent se brouiller avec M. Sarraut au sujet des décrets-lois de Laval, qui restent des faits bien acquis. Ensuite qu'ils sont devenus ses auxiliaires pour organiser, au nom de l'Etat, l'impuissance des ouvriers. Les ouvriers sont rentrés après que M. Frossard ait obtenu que, dorénavant, les hommes de confiance des dockers choisis sur le lieu du travail n'auraient plus mandat pour négocier avec les patrons, faire cesser le travail, etc... Ils n'auront qu'à transmettre aux fonctionnaires syndicaux, seuls compétents, les revendications ouvrières, qui eux seuls négocieraient dans des commissions paritaires. On sait ce que cela veut dire avec des syndicats dirigés par les Jouhaux et Cie.

Ainsi, dans le pays des incohérences politiques, s'est révélé un bourgeois cohérent qui, de 1926 à 1936, s'est consacré à une œuvre dont il a pu jeter la dernière pierre. M. Sarraut triomphe, mais le communisme n'est pas vaincu, les prochaines catastrophes le feront resurgir, plus terrible, plus fort et capable de liquider le système pourri du capitalisme.

## Wupperwald et Neuköln

Après les condamnations des syndicalistes de Wupperwald, voici que le procès de Neuköln vient de se clôturer avec cinq condamnations à mort. Il s'agit des camarades Paul Zimmerman, Bruno Schoeter, Helmuth Schweers, Bruno Blank et Walter Schultz. Notre fraction est pleinement solidaire de tous ces ouvriers qui tombent aujourd'hui sous les coups du fascisme et qui payent avec leur vie la défaite subie par le prolétariat allemand